



**PRÉFET  
DE LA VENDÉE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité départementale de la Vendée  
53 rue de Verdun (adresse provisoire)  
85000 La Roche sur Yon  
Mél : ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-  
durable.gouv.fr

La Roche sur Yon, le 07 juillet 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/07/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

### **TRIVALIS**

Les Landes Franches  
85670 ST CHRISTOPHE DU LIGNERON

Références : D22.0291

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/07/2022 dans l'établissement TRIVALIS implanté Les Landes Franches 85670 ST CHRISTOPHE DU LIGNERON. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRIVALIS
- Les Landes Franches 85670 ST CHRISTOPHE DU LIGNERON
- Code AIOT dans GUN : 0006305096
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Trivalis exploite une usine de tri mécano biologique et une installation de stockage des refus de tri de ses usines.

Le contrôle a porté sur l'installation de stockage de déchets, et en particulier sur la gestion des lixiviats.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Levée d'un arrêté préfectoral de mise en demeure
- Vidéo inspection d'un drain sous casier

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Vidéo inspection drainage CB6	Arrêté Préfectoral du 12/12/2009, article 3.2.5	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Hauteur de lixiviats dans les casiers	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11.I	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater le respect de l'arrêté préfectoral du 3 mai 2022 concernant le respect des hauteurs de stockage de lixiviats en fond des casiers de stockage de déchets. Selon les constats effectués, l'inspection considère que cet arrêté est respecté.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Hauteur de lixiviats dans les casiers

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11.I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, gestion lixiviats
<b>Point de contrôle transféré :</b> lors de la visite d'inspection du 15/02/2022 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription date d'échéance qui a été retenue : 03/11/2022
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 11 de l'arrêté du 15 février 2016 I. L'installation est équipée d'un dispositif de collecte et de traitement des lixiviats de manière à prévenir la pollution des eaux superficielles et souterraines. Le fond de chaque casier est équipé d'un réseau de collecte gravitaire des lixiviats vers un puisard disposé en point bas. En cas d'impossibilité technique d'évacuation gravitaire, les lixiviats sont pompés puis rejetés dans le bassin de stockage de lixiviats. Dans ce cas, chaque système de collecte des lixiviats est équipé des dispositifs nécessaires au contrôle du bon fonctionnement des équipements de collecte et de pompage et de leur efficacité pendant la période d'exploitation et de suivi long terme. Pour les casiers en sortie gravitaire, le collecteur alimentant le ou les bassins de stockage des lixiviats est muni d'une vanne d'obturation. Le dispositif de collecte des lixiviats est conçu de manière à ce que la hauteur maximale de lixiviats au point bas du fond de chaque casier n'excède pas de préférence 30 centimètres au-dessus de la géomembrane mentionnée à l'article 9, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante. Ce niveau doit pouvoir être contrôlé. (...)
<b>Constats :</b> Lors d'une visite du 15/02/2022, l'inspection avait constaté que l'exploitant maintenait fermées les vannes de vidange des casiers de stockage de lixiviats, et que les hauteurs mesurées de lixiviats en fond des casiers dépassaient la hauteur de 50 cm imposée par l'arrêté ministériel du 15/02/2016 (niveau de la couche drainante). Une mise en demeure du 03/05/2022 imposait un retour à une situation normale sous un délai de 6 mois.  La visite du 04/07/2022 a permis de constater le respect des hauteurs de lixiviats en fond des casiers mis en cause : - CB1 : 21 cm - CB2 : 0 cm - CB3 : 0 cm - CB4 : 3 cm - CB5 : 0 cm - CB7 : 31 cm (le casier CB6 n'est pas encore exploité) 
Ce constat répond au respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 03/05/2022. De plus, l'inspection a constaté que les vannes des casiers CB6 et CB7 étaient ouvertes, confirmant un retour à un fonctionnement normal.
<b>Observations :</b> Le contrôle des hauteurs a été effectué avec le même matériel qu'en février 2022. Toutefois, la sonde a bien été descendue au plus bas dans chacun des puits de contrôle.  Pour revenir à une situation normale, l'exploitant a mis en place une station de traitement supplémentaire par osmose inverse (encore présente lors de la visite).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Vidéo inspection drainage CB6

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 12/12/2009, article 3.2.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, eau

**Prescription contrôlée :**

La couche de drainage doit être conforme à l'article 5.2.7., est constituée de bas en haut :

- un réseau de drains permettant l'évacuation de lixiviats vers un collecteur principal ;
  - une couche drainante, d'épaisseur supérieure ou égale à 0,5 mètre, ou tout dispositif équivalent.
- (...)

**Constats :** Suite à l'incident de présence de lixiviats dans les eaux pluviales du site constaté en fin d'année 2021, l'exploitant avait mis en place des mesures d'urgence pour confiner les lixiviats sur le site.

L'une de ces mesures avait été de fermer les vannes de vidange gravitaire des casiers de stockage dont le casier CB7 en exploitation. Toutefois, du lixiviat s'est infiltré dans le réseau de collecte du casier voisin CB6. Le collecteur de CB6 traversant CB7, une des causes probable serait que ce collecteur soit endommagé. Une inspection vidéo était donc programmée ce 04/07/2022.

Toutefois, la caméra n'a pas pu être insérée dans le réseau qui forme un coude avant la sortie du casier CB7 vers CB6. L'exploitant a donc "percé" le collecteur après le coude pour y introduire la caméra, mais la quantité de lixiviats présente dans le massif drainant à évacuer était trop importante. L'inspection vidéo sera examinée dans le compte-rendu ultérieur à recevoir.

Ce constat est mis en susceptible de suite afin que l'exploitant justifie que son réseau de drains permet une bonne collecte des lixiviats vers le collecteur principal.

**Observations :** Les jus présents dans le massif drainant du casier vide de tous déchets étaient particulièrement foncés, alors qu'ils ne devraient être composés que des eaux pluviales. Ces jus sont intégralement collectés dans le réseau lixiviats (la chambre à vannes contrôlée est correctement réglée). Ces jus présents dans le massif drainant confirme visuellement l'incident survenu en 2021.



**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet